

You Hockry brave le Funcinpec avec 2 000 manifestants

Alors que le prince Ranariddh avait annoncé hier midi que la démission de You Hockry du ministère de l'Intérieur serait décidée aujourd'hui, la majorité absolue du comité directeur royaliste ayant voté pour, ce dernier a fait venir quelque deux mille habitants de la province de Kompong Cham, dont il est député, afin de faire pression sur les instances dirigeantes du parti. Précédées d'un autobus convoyant une quarantaine de bonzes, quelque 150 minibus et camionnettes bâchées chargés d'hommes et de femmes de tous âges sont ainsi arrivés en bon ordre, peu après 14 heures, sur le rond-point du pont japonais. Recrutée selon un conseiller du prince Ranariddh, Aok Socheat, dans tous les districts de la province de Kompong Cham, la foule s'est massée pacifiquement devant le siège du Funcinpec. Quelques heures avant l'arrivée des protestataires, le prince Ranariddh avait déclaré que "cette action déshonorait le parti" et "qu'il la regretait profondément".

Aok Socheata précisé un peu plus tard que cette manifestation changeait la donne, puisque le comité directeur allait devoir trancher non plus sur le limogeage de You Hockry, mais sur son expulsion définitive du Funcinpec. "Tout cela nuit considérablement au parti", a-t-il déclaré, en observant les manifestants s'installer paisiblement sur les trottoirs, guidés par un mégaphone diffusant des slogans à la gloire du co-ministre de l'Intérieur. "Si nous ne réglons pas le problème, nous allons perdre beaucoup de militants."

À l'intérieur du siège, se trouvaient réunis You Hockry lui-même ainsi que le prince Sirivudh, secrétaire général du Funcinpec, accompagnés de quelques membres du comité directeur. Une vingtaine de manifes-

tants, chefs de districts et chefs de communes, ont été autorisés à entrer. Selon Aok Socheat, qui a pris part à la réunion, You Hockry a soumis une pétition au prince Sirivudh, l'accusant de s'être montré partial et mettant en cause le général Khan Savœun, le chef de file de ses adversaires. Il a demandé que ce texte soit transmis au prince Ranariddh. Norodom Sirivudh, a précisé Aok Socheat, a répondu que "les citoyens jugeraient."

Auparavant, à peine arrivé devant la porte du quartier général du Funcinpec, le co-ministre de l'Intérieur avait déclaré : "Je ne sais pas quelle est ma faute. Le comité directeur a pris sa décision en mon absence. Je réclame justice." De son côté, le général Khan Savœun avait affirmé : "Il ne peut plus rester au Funcinpec. En tant que membre du gouvernement, il a commis une nouvelle faute en organisant cette manifestation. C'est fini pour lui."

Un peu plus tôt, à l'Assemblée nationale, le prince Ranariddh avait déclaré aux journalistes qu'il allait convier You Hockry à un entretien aujourd'hui. "Je vais le prier de penser à son honneur et à son avenir, sinon je vais donner le feu vert au comité directeur pour prendre la déci-

sion tout de suite", avait-il précisé. 58 des 62 membres du comité directeur du Funcinpec se sont prononcés à ce jour pour la démission de You Hockry de son ministère, en réclamant une décision rapide. Ce dernier, a ajouté le prince Ranariddh, risque donc d'être "exclu du parti", et privé de "ses fonctions ministérielle et parlementaire à la fois". Il a ajouté qu'il souhaitait toutefois le maintien de You Hockry dans le parti.

Hier, les électeurs de la province avaient épinglé sur leur poitrine un morceau de papier frappé de l'emblème du parti réclamant "justice pour You Hockry". La foule, qui ne s'est jamais départie de son calme, témoignait de motivations diverses. "Il n'a pas commis de faute. Il a construit des écoles, creusé des puits et il est souvent descendu nous voir. Pas comme certains autres députés", a ainsi déclaré Keo Chan Sarath, 36 ans, venu de la commune de Bœung Torteal avec quelque 200 concitoyens. Mais certains affirmaient avoir été "trompés" sur les raisons de ce voyage. "On nous a proposé d'aller nous promener à Kompong Cham mais en fait, on nous a amenés ici", a avoué Sien Un, 33 ans, venu du district de Prey Chhor. **Kong Sothaparith**

Dans un communiqué rendu public hier, le roi Norodom Sihanouk a tenu à rappeler que "le roi et la reine sont considérés par leurs compatriotes comme le père et la mère du pays, et qu'ils doivent être complètement neutres par rapport à tous les partis politiques qu'ils aiment au même niveau". Le roi souligne également qu'aucun parti ne doit se prévaloir de représenter la monarchie. "La monarchie" appartient "à tous les compatriotes" qui ont choisi en 1993 "de rendre justice à la démocratie royaliste khmère", insiste le texte. Enfin, le roi Norodom Sihanouk précise que "le roi et la reine n'ont aucun parti". "Chaque parti a ses propres dirigeants, ses membres. Ils n'appartiennent pas au roi ni à la reine", conclut le communiqué. Cette mise au point intervient au lendemain de la création par le prince Chakrapong, un des fils du souverain, d'un nouveau parti politique qui pourrait faire de l'ombre aux royalistes du Funcinpec. **CS**

L'ex-général Sam Bith arrêté et aussitôt transféré à Phnom Penh

Voilà deux ans qu'officiellement, toutes les polices du pays le recherchaient activement. Il aura finalement fallu attendre la fin du mois dernier qu'un quotidien australien révèle où Sam Bith coulait des jours tranquilles pour que les autorités décident de mettre la main sur l'ancien commandant khmerrouge de la zone Sud-Ouest. Accusé dans le cadre de l'affaire des otages de 1994, au cours de laquelle trois routards occidentaux avaient été enlevés puis exécutés, Sam Bith a été arrêté hier à son domicile de la province de Battambang et immédiatement transféré à Phnom Penh. Il était gardé au ministère de l'Intérieur dont le porte-parole Sok Phal précisait en fin d'après-midi qu'il apparaîtrait devant la justice ce matin.

En 1999, Nuon Paet, un des cadres khmers rouges au Phnom Voar, lieu de dé-

tention des trois otages, avait été le premier à comparaître devant la justice. Il avait été condamné à la perpétuité. A ce procès, Sam Bith, en uniforme de général - il avait entre temps été intégré dans l'armée gouvernementale -, était apparu à la barre comme simple témoin. Une année plus tard, suspendu de ses fonctions militaires, c'est en tant qu'inculpé qu'il aurait dû se présenter devant la cour. Il n'avait pas alors répondu à cette convocation. Depuis, les autorités disaient donc avoir perdu sa trace. C'est pourtant sur la base de renseignements fournis par la police locale que le journaliste du *Melbourne Age* a expliqué avoir retrouvé la trace de Sam Bith.

Un troisième homme, lui aussi intégré dans les Fark au rang de colonel, a été poursuivi par la justice. Chhouk Rin a même été jugé

mais acquitté et remis en liberté après un coup d'éclat de son avocat. Le gouvernement avait fait appel de cette décision, un appel qui n'a toujours pas été examiné.

Hier, après l'annonce de l'arrestation de Sam Bith, les trois ambassades concernées ont exprimé leur satisfaction. "Nous sommes très contents de cette issue", s'est réjouie l'ambassadrice australienne Louise Hand, tandis que son homologue français André-Jean Libourel, qui a également salué cette interpellation, a souligné que la France "attendait désormais" que justice soit faite. De même, l'ambassadeur britannique Stephen Bridges, tout en se déclarant "ravi", a exprimé le vœu que "tous ceux qui ont causé la mort de citoyens britanniques entre 1994 et 1996 [soient] déférés à la justice." CS

■ *Déminage* Départ d'une mission cambodgienne en Erythrée

1/2

Twelve démineurs cambodgiens vont s'envoler à la fin du mois pour la république d'Erythrée, petit Etat situé dans le nord-est de l'Afrique au bord de la mer Rouge, pour participer à des opérations de nettoyage.

Cette mission, qui durera six mois, a été mise sur pied avec le soutien de la société UXB International. "C'est une grande fierté pour nous que de pouvoir partager notre expérience avec des pays ayant des problèmes de mines mais pas assez de moyens pour les détruire", s'est félicité hier Som Setha, secrétaire général de l'Autorité cambodgienne pour le déminage et l'aide aux victimes.

Les démineurs qui participent à cette mission sont parmi les plus expérimentés, certains étant sur le terrain depuis l'Apronuc. Et pour Som Setha, cette nouvelle mission leur permettra "d'améliorer encore leurs

performances en utilisant de nouvelles techniques".

"Je suis content d'aller travailler à l'étranger. Cela nous permettra de monter les compétences des Cambodgiens", se réjouit Nun Cheng, démineur depuis sept ans, ayant neutralisé une centaine d'engins. Hang Haky, un des collègues, ne s'inquiète pas outre mesure des risques qu'il encourt. "Seules les températures élevées du pays me font un peu peur", glisse-t-il.

C'est la deuxième fois que des équipes de démineurs cambodgiens sont sollicitées par un pays étranger. Une équipe avait opéré au Kosovo. Une prochaine mission pourrait également partir en Afghanistan. Une délégation de l'Autorité se rendra le mois prochain sur place pour connaître les demandes du gouvernement afghan.

Leang Delux

MINES. En mars, 95 accidents causés par les mines et les munitions non explosées (UXO) ont été recensés par Handicap International et la Croix-rouge cambodgienne, portant à 279 le nombre d'accidents comptabilisés depuis le début de l'année. En 2001, durant la même période, 288 accidents avaient été dénombrés. La majorité de ces accidents, qui frappent pour l'essentiel des civils, se sont produits dans des zones forestières et ont été provoqués par des UXO. CS

Comment inciter les consommateurs à manger cambodgien ?

"On ne peut tout de même pas fermer nos frontières afin de stopper les importations de produits agricoles, tout ça pour encourager nos concitoyens à consommer davantage cambodgien!", a caricaturé Sok Siphana, secrétaire d'Etat au Commerce, à l'occasion d'une table ronde organisée hier par le club de journalistes sur le thème de la recherche de nouveaux marchés pour l'agriculture nationale. Pour lui, le problème vient des Cambodgiens qui n'accordent que peu de valeur aux

produits locaux et se tournent trop facilement vers ce qui provient de l'étranger. Une question de manque d'habitude qu'il faudrait les aider à corriger, explique-t-il simplement.

Au-delà de ce constat, Sok Siphana a proposé plusieurs mesures qui pourraient rendre plus attrayants les produits du sol khmer. "Leur qualité doit encore être améliorée de même que leur emballage de vente", a-t-il avancé. Par ailleurs, il a assuré que de nouveaux débouchés étaient à l'étude, parmi lesquels des

pays peu développés comme certains Etats africains, mais aussi l'Inde ou encore l'Indonésie qui ne limite pas la quantité de produits agricoles à l'importation. D'ailleurs, le royaume a récemment signé des accords avec cette dernière, l'Indonésie s'engageant sur l'importation chaque année de 50 000 à 100 000 tonnes de riz cambodgien.

Pays résolument agricole, où 84% des habitants travaillent dans la rizière, le Cambodge doit aussi encourager ses travailleurs de la terre à penser plus loin qu'une consommation purement domestique de leurs récoltes. "Les agriculteurs pensent que le fruit de leur labeur est destiné uniquement à répondre aux besoins des familles, et avant tout, aux leurs. Ils ignorent les opportunités qui leur seraient offertes s'ils le commercialisaient davantage." Et de pondérer aussitôt son analyse, en concédant qu'il existe encore de nombreux freins à un tel développement. Il a ainsi cité à titre d'exemple l'insuffisance de ressources humaines, d'infrastructures et de rizières, faisant là référence au problème de mines dont sont encore truffées de nombreuses régions

et au casse-tête de la propriété foncière, à l'origine de multiples conflits et expropriations. Le fonctionnaire a aussi regretté la faiblesse du système de micro-crédit, trop peu favorable selon lui aux paysans.

Plein de rêves de développement du secteur agricole, le secrétaire d'Etat a rappelé que, à ce jour, seuls 10% du budget proviennent de l'exportation de produits agricoles, au premier rang desquels le riz, le caoutchouc, le maïs et le soja. Mais avant de se réjouir et afin que le secteur soit mieux financé, il faudra résoudre les problèmes bureaucratiques, le coût élevé des transports et garantir une meilleure législation pour réguler la concurrence, a-t-il encore ajouté. C'est à ce prix là que le pays augmentera sa compétitivité et qu'il abordera de façon plus sereine sa future intégration à l'Organisation mondiale du commerce. Une fois membre de l'OMC, a-t-il assuré, de meilleures conditions seront assurées au royaume sur le plan du commerce international. Mais avant cela, c'est au Cambodge de répondre aux critères posés par l'OMC pour y adhérer.

Chheang Bopha

4/4

Echanges mouvementés entre des députés PPC et Funcinpec

Depuis la reprise de la session parlementaire, les débats entre élus PPC et Funcinpec sont mouvementés. Alors que les députés devraient discuter du projet de loi sur la comptabilité et l'audit des entreprises, il est davantage question de sujets qui fâchent. Ainsi mardi, Phan Chantha, député du Funcinpec, a pris le micro pour parler non pas des entreprises mais des élections communales. Et ce pour assurer que le PPC "avait continué de distribuer des dons et d'acheter des voix 24 heures avant le scrutin, ce qui est interdit par la loi."

Ethier, Cheam Yeap, président PPC de la commission des finances et des banques de l'Assemblée, n'a pas voulu laisser ces allégations sans réponse. "Les deux partis ont des

principes communs. Il ne faut donc pas tenir des propos qui provoquent de remous. Arrêtez de parler ainsi!", a-t-il lancé à son collègue, ajoutant que "tout le monde" avait reconnu le résultat des élections.

Président de la chambre basse, le prince Ranariddh a rappelé ces élus au règlement, lequel stipule dans son article 58 que les députés doivent s'exprimer sur les sujets mis en débat par le bureau de l'Assemblée. "Pour préserver l'harmonie et l'honneur de l'Assemblée, qui passe par la réconciliation nationale, j'insiste pour que tous les élus évitent de parler de ce qui affecte un parti quel qu'il soit", a plaidé le prince.

Ces propos n'ont pas apaisé la colère de certains du PPC contre Phan Chantha. Sar Kapun a ainsi pris

acte des propos du prince mais il a estimé qu'ils venaient trop tard, dans la mesure où les accusations de Phan Chantha avaient été diffusées sur les médias. Préférant risquer une sanction plutôt que ne pas répondre à son collègue du Funcinpec, Sar Kapun a jugé que les paroles de celui-ci étaient "regrettables" au regard de l'alliance entre les deux partis et de la réconciliation nationale. "Je souhaite donc déposer une plainte contre Phan Chantha auprès du président de l'Assemblée afin que celui-ci soit sanctionné pour avoir violé le règlement intérieur et porté atteinte à l'alliance entre les deux partis", a-t-il indiqué, appelant les "millions de militants du PPC" à dénoncer les propos de Phan Chantha. **Ky Soklim**

En  bref

ASSISTANCE. La Commission européenne a annoncé mardi que le volume de son aide au Cambodge pour la période 2002 - 2004 s'élèverait à 63,2 millions de dollars. Conformément aux priorités dégagées par la Commission, cette enveloppe servira à financer des projets dans le secteur du développement rural, le domaine social et le soutien au commerce. La Commission apportera également son aide au processus de décentralisation et interviendra dans la lutte contre le sida et la promotion des droits de l'Homme. **CS**

IRRIGATION. Traditionnellement, dans la province de Kandal, les agriculteurs utilisent un système d'irrigation et d'enrichissement des sols connu sous le nom de "colmatage". Des réservoirs et canaux sont remplis durant les inondations et restent utilisables le reste de l'année. Cependant l'efficacité du "colmatage" décline en raison notamment du manque d'entretien. Le Japon a accepté de financer à hauteur de 8,5 millions de dollars la réhabilitation de plusieurs canaux et de fournir les équipements nécessaires à leur entretien. Le début des travaux sera marqué ce matin par une cérémonie en présence du Premier ministre. Une fois achevée la restauration de ces infrastructures permettra d'irriguer 550 hectares supplémentaires, d'accroître la productivité de 2 400 autres. **CS**

RECTIFICATIF. Les 4,2% de croissance évoqués la semaine dernière (voir CS du 14 mai) par Bonaventure Mbida Essama, le responsable du bureau de la Banque mondiale au Cambodge, portaient sur l'ensemble de la période 1991 - 2001, et non sur les deux seules dernières années, comme nous l'avions indiqué par erreur.